

MOTIFS DE REFUS POUR TOUS LES TYPES DE MARQUES

La loi sur la protection des marques no. 38-XVI du 29.02.2008, publiée dans le Moniteur Officiel no.99-101/362 du 06.06.2008, en vigueur sur le territoire de la République de Moldova à partir du 06.09.2008 prévoit plusieurs motifs de refus pour les marques. Tous ces motifs sont divisés dans deux catégories :

- motifs absolus de refus
- motifs relatifs de refus

L'Agence d'Etat pour la Propriété Intellectuelle (AGEPI) est l'office autorisé de la République de Moldova pour l'examen des marques. L'office examine en même temps et les motifs absolus et les motifs relatifs de refus.

Selon les **motifs absolus** mentionnés dans la loi:

1) Sont refusés à l'enregistrement:

a) les signes qui ne sont pas conformes à la définition. Ça veut dire que sont refusées les signes revendiqués qui ne sont pas susceptibles d'une représentation graphique, ou les signes revendiqués qui ne sont pas propres à distinguer les produits et/ou les services d'une personne physique ou morale de ceux d'autres personnes physiques ou morales;

b) les marques qui sont dépourvues de caractère distinctif; le caractère distinctif d'un signe est examiné par rapport aux produits ou aux services revendiqués dans la demande, parce qu'il y a des cas quand un signe est dépourvu de caractère distinctif pour une catégorie des produits mais est arbitraire pour une autre (APPLE – pour pomme de terre, APPLE – pour ordinateurs)

c) les marques qui sont composées exclusivement des signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique ou l'époque de la production du produit ou de la prestation du service, ou d'autres caractéristiques de ceux-ci; Le mot clef dans cette définition est « exclusivement », ça veut dire que sont refusée seulement les marques qui sont composées exclusivement des signes ou d'indications pouvant servir ... Dans les cas quand la marque contient des éléments qui peuvent servir ... mais aussi contient des éléments arbitraire ou de fantaisie on applique le « disclaimer »

d) les marques qui sont composées exclusivement de signes ou d'indications devenus usuels dans le langage courant ou dans les habitudes loyales et constantes du commerce; Il n'est pas nécessaire que le signe ou l'indication serait un terme défini dans les dictionnaires, il est suffisant qu'il existe des preuves qu'ils ont devenus usuels ...

e) les signes constitués exclusivement par la forme imposée par la nature même du produit ou par la forme du produit nécessaire à l'obtention d'un résultat technique ou par la forme qui donne une valeur substantielle au produit;

f) les marques qui sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou apportent de préjudice à l'image et aux les intérêts d'Etat;

g) les marques qui sont de nature à tromper le public sur la provenance géographique, la qualité, ou la nature du produit ou du service;

h) les marques qui contiennent des reproductions ou des imitations des armoiries, des drapeaux ou des emblèmes d'Etats, des dénominations officielles ou historiques d'Etats

ou l'abréviation de telles dénominations, des dénominations complètes ou abrégés d'organisations internationales et intergouvernementales, des signes ou poinçons officiels de contrôle, de garantie ou d'essai, ou encore des décorations ou autres signes honorifiques, à défaut d'autorisation des autorités compétentes, sont à refuser en vertu de l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, ci-après dénommée Convention de Paris.

i) les marques qui comportent des badges, emblèmes ou écussons autres que ceux visés par l'article 6ter de la Convention de Paris et présentant un intérêt public particulier, à moins que leur enregistrement ait été autorisé par les autorités compétentes.

j) marques qui comportent des signes de grande valeur symbolique, en particulier de signes religieux

k) les marques qui comportent ou qui sont composées:

- d'une indication géographique destinée à identifier des vins ou autres boissons alcooliques

- d'une désignation identique ou similaire avec une appellation d'origine ou d'une indication géographique enregistrée protégée sur le territoire de la République de Moldova,

dans les cas où les produits n'ont pas l'origine correspondante à l'indication géographique ou à l'appellation d'origine même si l'origine véritable du produit est indiquée ou si la dénomination protégée est traduite ou accompagnée d'une expression telle que «genre», «type», «façon», «imitation», ou d'une expression similaire; aussi dans les cas dans lesquelles les marques sont déposées pour des produits non couverts par l'indication géographique ou de l'appellation d'origine projetée, dans la mesure où ces produits sont comparables à ceux enregistrés sous cette dénomination ou dans la mesure où cet usage permet de profiter de la réputation de la l'indication géographique ou de l'appellation d'origine protégée;

(2) Le paragraphe 1 points b-d) n'est pas applicable si le demandeur présente des preuves suffisantes que, avant la date de dépôt de la demande d'enregistrement de la marque et après l'usage qui en a été fait, la marque a acquis pour les produits ou services pour lesquels est demandé l'enregistrement un caractère distinctif.

(3) Les signes mentionnés dans le paragraphe 1 point h) et i) peuvent figurer dans la marque en qualité d'éléments non protégés, à condition de ne pas y occuper une place prédominante et sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente. Autorités compétentes de la République de Moldova sont: le Parlement – pour l'utilisation des reproductions ou des imitations d'armoirie, du drapeau de la République de Moldova; le Gouvernement – pour l'utilisation de la dénomination officielle ou historique de l'Etat; les ministères – pour l'utilisation des sceaux ou poinçons officiels de contrôle, de garantie ou d'essai approuvés par le ministère respectif.

(4) Les indications géographiques et les appellations d'origine protégées sur le territoire de la République de Moldova peuvent figurer dans la marque seulement dans

cas dans lequel le demandeur détient le droit d'utilisation de l'indication géographique ou de l'appellation d'origine protégée.

Les indications géographiques des autres états seraient admises pour figurer dans la marque dans le cas dans lequel cette utilisation ne contrevient pas aux prévisions de la présente loi et existe l'enregistrement dans le pays d'origine. Les indications géographiques et les appellations d'origine protégées seront incluses dans la marque comme éléments non protégés.

Motifs relatifs de refus

(1) Hormis les motifs absolus de refus on va refuser la marque et dans le cas lorsque la marque:

a) est identique à une marque antérieure enregistrée pour des produits ou des services identiques;

b) est identique ou similaire à une marque antérieure et en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque antérieure et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou des services que les deux marques désignent, il existe un risque de confusion dans l'esprit du public consommateur; le risque de confusion comprend le risque d'association avec la marque antérieure.

c) est identique ou similaire à une marque antérieure et est revendiquée pour des produits ou des services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque antérieure est enregistrée lorsque, la marque antérieure jouit d'une renommée dans la République de Moldova et que l'usage de la marque demandée, sans juste motif, tirerait indûment profit du caractère distinctif ou de la renommée de la marque antérieure ou qu'il leur porterait préjudice.

(2) On entend par «marques antérieures»:

a) les marques dont la date de dépôt ou, le cas échéant, la date de la priorité invoquée à l'appui de la demande, est antérieure à celle de la demande d'enregistrement de la marque, compte tenu, le cas échéant, du droit de priorité invoqué à l'appui de ces marques, le cas échéant, et qui appartiennent aux catégories suivantes:

i) les marques enregistrées dans la République de Moldova;

ii) les marques qui ont fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet dans la République de Moldova

b) les demandes de marques visées au point a), sous réserve de leur enregistrement;

c) les marques qui, à la date de dépôt de la demande d'enregistrement de la marque ou, le cas échéant, à la date de la priorité invoquée à l'appui de la demande, sont reconnues notoirement connues dans la République de Moldova au sens de l'article 6bis de la Convention de Paris.

(3) Une marque est également refusée à l'enregistrement lorsqu'elle est demandée par l'agent ou le représentant de la personne qui est le titulaire de cette marque dans une des pays de l'Union de Paris, en son propre nom et sans le consentement du titulaire, à moins que cet agent ou ce représentant ne justifie de ses agissements.

(4) La marque demandée est également refusée à l'enregistrement, lorsque:

a) les droit qui découle d'un signe utilisé dans la vie des affaires, ont été acquis avant la date de dépôt de la demande de marque ou, le cas échéant, avant la date de la priorité invoquée à l'appui de la demande de marque lorsque ce signe donne à son titulaire le droit d'interdire l'utilisation d'une marque plus récente;

b) la marque enfreinte un droit antérieure, autre que ceux mentionnés au point a) du présente paragraphe et au paragraphe (2), en particulière droit sur le nom, droit sur l'image, un droit d'auteur, droit sur une indication géographique ou sur une appellation d'origine protégée, droit sur un dessin ou model industriel protégé, un autre droit de propriété industrielle protégé selon la loi.

c) la marque enfreinte un droit antérieur, en ce qui concerne l'image ou le nom d'une personne renommée dans la République de Moldova.

(5) L'enregistrement d'un signe ne peut pas être refusé aux motifs visés à l'alinéa (1) et à l'alinéa (4), dans le cas ou le titulaire de la marque antérieure ou du droit antérieur, ou son successeur légal ou, le cas échéant, l'autorité responsable de protection des valeurs culturelles d'Etat, exprime son consentement exprès pour l'enregistrement du signe postérieur, sauf les marques identiques demandée pour des produits et/ou services identiques.

(6) La nature des produits et/ou des services pour lesquels la marque est déposée ne constituerait pas un obstacle à l'enregistrement de la marque.

Aussi dans le procès d'examen l'AGEPI examine les observations et les oppositions déposées par les tiers.

Si la marque déposée n'est pas contraire au conditions énuméré plus haut et si aucune observation ou opposition n'a pas été soumis ou les observations/oppositions soumise ont été considéré non fondé, la marque est enregistrée.